



***L'intérêt des chefs d'entreprise pour l'apprentissage reste fort mais tend à s'effriter pour la première fois depuis des années***

Baromètre 2014 AGEFA-PME/Ifop de l'enseignement professionnel dont l'apprentissage, auprès des dirigeants de PME et des enseignants du secondaire et du supérieur

La deuxième vague du baromètre AGEFA-PME/Ifop révèle un effritement de l'intérêt des chefs d'entreprises à l'égard de l'apprentissage malgré une image qui reste bonne y compris chez les enseignants. Des chiffres qui rappellent la nécessité de mieux informer les parties prenantes des politiques publiques et de favoriser le dialogue.

***Un effritement de l'image, de l'attrait et du recours à l'apprentissage***

L'image de l'apprentissage reste bonne pour 82% des chefs d'entreprise et 84% des enseignants mais son intérêt subit une légère baisse de 4 points (67%) chez les chefs d'entreprises par rapport à la première vague de 2013. **Si l'apprentissage suscite toujours un large consensus notamment au sein des PME y ayant déjà eu recours, il semble cette année perdre un peu de son attrait.** Le jugement positif des chefs d'entreprise ayant déjà fait appel à l'apprentissage enregistre une baisse significative par rapport à 2013 (-7 points), notamment dans les rangs des petites entreprises (-12 points dans les entreprises de 10 à 19 salariés) et dans l'industrie (-19 points). L'intention des chefs d'entreprise de recourir à un apprenti dans l'année à venir baisse également de 6 points pour s'établir à 48%.

***La pérennisation des incitations financières et fiscales apparaît comme un des principaux leviers au développement de l'apprentissage dans les PME avant les freins générationnels et scolaires.***

Alors que **73% des chefs d'entreprises déclarent ne pas avoir entendu parler de la loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, et des mesures concernant l'apprentissage, la pérennisation des incitations financières et fiscales apparaît comme le premier levier au développement de l'apprentissage dans les PME<sup>1</sup>** : plus des trois quarts des patrons interrogés (77%) citent cette règle comme un facteur susceptible d'inciter leur entreprise à recourir plus souvent à l'apprentissage. **Les difficultés d'adaptation des apprentis au monde de l'entreprise sont ainsi citées comme le second frein le plus important au recours à l'apprentissage (58%).** Par

<sup>1</sup> Seule la question récurrente d'une meilleure adaptation de la formation des apprentis aux besoins des entreprises est citée dans les mêmes proportions (77%).

ailleurs, une partie des patrons explique également **leurs difficultés à trouver des apprentis par le manque de motivation des jeunes (55%) et les problèmes de comportements de ces derniers (34%)**. **Enfin, les enseignants, identifiés comme vecteurs d'une image positive de l'apprentissage** (pour 64% des enseignants, et 54% des entreprises), **s'estiment toujours mal informés à 53%** sur les différentes voies de l'apprentissage **et restent toujours un peu moins enclins à recommander l'apprentissage à leur enfant (73%) que les chefs d'entreprise (91%) ou les parents (89%) \***

*« Si l'image de l'apprentissage se maintient, nous constatons que les relations jeunes / écoles / entreprises sont souvent au cœur des problématiques de développement de l'apprentissage en France. Notre mission est plus que jamais de faciliter et de fluidifier les échanges entre ces différents univers : en contribuant à l'information et à la promotion de l'enseignement professionnel, en proposant des formations de qualité et en accompagnant toujours mieux les entreprises dans l'accueil des jeunes. Notre expérience et notre culture des PME nous permet d'être au centre de cette dynamique positive qui doit pouvoir bénéficier à tous. »*  
commente Bernard Capron, Président d'AGEFA-PME

#### **Contact presse**

Yann Le Flohic - 06 81 24 32 51 – [yann.leflohic@allisonpr.com](mailto:yann.leflohic@allisonpr.com)

*(\*) Enquête réalisée par CSA pour l'Institut Montaigne du 18 au 20 février 2014 auprès d'un échantillon de 1 050 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus*

***Etude complète disponible sur demande ou sur le site d'AGEFA-PME, [www.agefa.org](http://www.agefa.org)***

**A propos d'AGEFA PME :** Créée par la CGPME, AGEFA PME est un acteur de référence de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage qui favorise l'insertion des jeunes dans le monde de l'entreprise.

Créateur de liens entre tous les acteurs de l'enseignement professionnel et les entreprises, il est présent sur l'ensemble du territoire à travers ses établissements de formation, ses actions pédagogiques, sa veille prospective et ses services à destination des entreprises.

Site internet : [www.agefa.org](http://www.agefa.org)

**Suivez-nous sur twitter @agefapme**

## SYNTHESE DES RESULTATS

---

### A. L'ATTRAIT DES PME POUR L'APPRENTISSAGE EST TOUJOURS ÉLEVÉ MAIS IL TEND A S'ÉRODER

Tous les indicateurs du baromètre **IFOP/AGEFA** confirment le léger recul de l'apprentissage observé depuis l'an dernier (- 8% d'apprentis en 2013 d'après la DARES<sup>2</sup>). Il se traduit par la baisse du recours à l'apprentissage au sein des PME de 10 à 500 salariés mais aussi une certaine dégradation de l'image – pourtant très positive – de ce système de formation.

D'après les résultats de l'enquête, la récente diminution des aides publiques à l'embauche d'apprentis – telles que la suppression de la prime à l'embauche de 1000 € au sein des sociétés de plus de dix salariés ou la réduction du crédit d'impôt lié à la présence d'apprentis – n'est pas étrangère à l'effritement de l'intérêt des PME pour l'apprentissage.

- Alors qu'il avait fortement progressé depuis 2005 – tout comme le nombre d'entrées en apprentissage –, l'intérêt des PME pour l'apprentissage subit cette année un léger tassement si l'on se fie au **nombre de patrons considérant que ce système constitue une solution intéressante pour leur entreprise : 67%, contre 71% il y a un an.**
- Très logiquement, **ce moindre attrait pour l'alternance se traduit cette année par une légère baisse du recours à l'apprentissage dans les entreprises de 10 à 500 salariés : moins d'une PME sur deux (48%) a recours ou va recourir à des apprentis en 2014**, contre plus de la moitié l'an dernier (54%). Le recours à l'apprentissage n'en reste pas moins étroitement corrélé à la taille de l'entreprise : **81% dans les entreprises de plus de 250 salariés, contre 37% dans les TPE de moins de 20 salariés.**
- On observe la même tendance à la baisse en ce qui concerne la disposition des entreprises à recommander le recours à l'apprentissage : **huit patrons sur dix (81%) se disent prêts à recommander l'apprentissage à d'autres chefs d'entreprise en 2014, soit une proportion en baisse significative (-8 points) en l'espace d'un an.** En analysant plus finement les résultats, on note que c'est toujours dans les rangs des DRH (57%) et des grandes entreprises que cette disposition à recommander l'apprentissage est la plus forte.
- **Les chefs d'entreprise n'en conservent pas moins une très bonne opinion de l'apprentissage :** 82% des patrons de PME déclarent en avoir une « bonne image ». De même, **près de la moitié des patrons interrogés (48%) estiment que les diplômés obtenus en apprentissage ont « plus de valeur » que les diplômés obtenus en formation générale**, soit une proportion largement

<sup>2</sup> Selon les derniers chiffres publiés par la DARES, le nombre de contrats d'apprentissage signés durant l'année 2013 (272993) était inférieur de plus de 8% à ceux signés en 2012 (297291).

supérieure à ce que l'on peut observer dans les rangs des parents d'élèves (36%) ou des enseignants (20%).

## **B. LA SUPPRESSION DES INCITATIONS FINANCIERES, L'INADEQUATION DES FORMATIONS ET LES RELATIONS AVEC LES JEUNES A L'ORIGINE DE LA BAISSSE**

*La pérennisation des incitations financières et fiscales apparaît comme un des principaux leviers au développement de l'apprentissage dans les PME*

- **L'annulation de la prime à l'apprentissage pour les entreprises de plus de 10 salariés est de loin le frein le plus important au recrutement d'apprentis.** En effet, les trois quarts des patrons interrogés (76%) citent cette mesure comme un obstacle au recours à l'apprentissage dans les entreprises, devant des contraintes d'ordre juridique comme les modalités de rupture d'un contrat d'apprentissage (56%), l'interdiction d'emploi à des travaux dangereux des apprentis de moins de 18 ans (54%) ou la limitation de l'apprentissage aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus (36%).
- De même, **la récente suppression d'une partie du crédit d'impôt dont bénéficiaient les entreprises qui embauchaient des apprentis dans les formations du supérieur est également perçue comme un frein au développement de l'apprentissage par plus d'un patron sur deux :** 55% d'entre eux déclarent que cette mesure de la loi du 5 mars 2014 est « de nature à les inciter à moins recourir à l'apprentissage ». Et pour plus d'un tiers d'entre eux (35%), cet élément de la loi relative à la formation professionnelle les inciterait même à « beaucoup moins » le faire.
- **Très logiquement, la pérennisation des incitations financières et fiscales apparaît comme le premier levier au développement de l'apprentissage dans les PME<sup>3</sup> :** plus des trois quarts des patrons interrogés (77%) citent cette règle comme un facteur susceptible d'inciter leur entreprise à recourir plus souvent à l'apprentissage. A noter que d'autres points font écho aux préoccupations financières des entreprises en la matière. C'est le cas de la facturation par les chambres consulaires de certaines prestations liées au contrat d'apprentissage – perçue comme un frein par plus d'un patron sur deux (51%) – et plus largement de l'affirmation du **principe de gratuité** pour l'entreprise signataire d'un contrat de ce type, de nature à inciter près des trois quarts des PME (73%) à recourir davantage à l'apprentissage.

*Mais d'autres freins d'ordre administratif, générationnel ou scolaire apparaissent aussi comme des obstacles au recours à l'apprentissage*

<sup>3</sup> Seule la question récurrente d'une meilleure adaptation de la formation des apprentis aux besoins des entreprises est citée dans les mêmes proportions (77%).

- Si les facteurs financiers priment dans l'esprit des dirigeants d'entreprise, d'autres freins au recours à l'apprentissage sont mis en avant par ces derniers. **Les difficultés d'adaptation des apprentis au monde de l'entreprise sont ainsi citées comme le second frein le plus important au recours à l'apprentissage (58%).** Une meilleure adaptation de la formation des apprentis aux besoins des entreprises apparaît d'ailleurs comme le premier levier à l'extension de l'apprentissage dans les PME (77%), à égalité avec la question des incitations financières et fiscales. De manière plus générale, on note que si une partie des patrons explique avant tout leurs difficultés à trouver des apprentis par le manque de motivation des jeunes (55%) et les problèmes de comportements de ces derniers (34%), les autres principaux motifs évoqués tournent justement autour de l'inadaptation des formations à leurs besoins (28%) et de la rareté des profils des candidats employables (36%).
- **Certaines contraintes juridiques ou administratives sont également pointées du doigt par une majorité de chefs d'entreprise.** C'est le cas des modalités de rupture du contrat d'apprentissage (56%) ou de l'interdiction d'emploi à des travaux dangereux des apprentis de moins de 18 ans (54%) qui sont toutes deux perçues comme un frein au recours à l'apprentissage par plus d'un patron sur deux. De même, **la simplification des démarches administratives apparaît comme une aspiration croissante chez les patrons de PME** : près des trois quarts d'entre eux (73%) l'identifiant comme un levier au développement de l'apprentissage, soit une hausse de 11 points en un an. Dans le même ordre d'idées, la possibilité de conclure des contrats d'apprentissage pour une durée indéterminée est de nature à inciter plus d'une entreprise sur deux (51%) à recourir davantage à l'apprentissage.
- **Enfin, il est important de relever l'impact négatif que peut avoir l'intégration des apprentis dans le calcul des effectifs d'une entreprise.** Pour plus des trois quarts des entreprises (77%), le fait de comptabiliser les apprentis dans le calcul des effectifs constituerait un frein important au recours à l'apprentissage. Et cette proportion est encore plus élevée lorsqu'on interroge uniquement les dirigeants de PME proches des seuils concernés (ex : 19 salariés, 49 salariés) sur l'effet que cela pourrait avoir sur leur propre entreprise : **82% d'entre eux déclarent que ce changement de calcul des effectifs constituerait un frein important au recours à l'apprentissage dans leur entreprise.**

*Etude complète disponible sur demande ou sur le site d'AGEFA-PME, [www.agefa.org](http://www.agefa.org)*